

Les Membres du Conseil d'administration de Solidarité Paysans Marne-Ardenne vous adressent leurs vœux pour 2025 : Santé, Courage, Patience et Persévérance ... il en faudra pour faire face à ce qui nous attend. L'équipe de bénévoles souhaite une année qui permette de construire et de voir les lueurs d'Espérance dans ce monde si mouvementé, où les personnes les plus fragiles seront les premières victimes et les plus exposées aux conséquences du changement climatique.

## A vos agendas

L'assemblée générale de l'association Solidarité Paysans 51-08 se déroulera **le mardi 28 janvier 2025 à 13h30 salle Georges Potier à Perthes.**

A l'issue de la partie statutaire, sera présentée l'étude « *L'injuste prix de notre alimentation : Quels coûts pour la société et la planète* » ? Un temps d'échange et de partage animé par Marion Mounayar, coordinatrice du CIVAM de l'Oasis, sera mis en place avec les participants.



## L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION :

### Quels coûts pour la société et la planète ?

Ce rapport de 92 pages a été réalisé sous l'égide  
du Secours Catholique, des CIVAM,

de Solidarité Paysans et la Fédération française des diabétiques.

Il est né du quadruple refus suivant, NON aux :



Deux chiffres vertigineux, tant ils témoignent des dysfonctionnements et des fragilités de notre système alimentaire.

Le premier, 19 milliards d'euros est le cumul des dépenses en matière de santé et d'environnement engagées par la puissance publique en 2021 pour compenser les effets négatifs de notre modèle alimentaire.

Le second, 48 milliards d'euros correspond au montant du soutien public, sous toutes ses formes,

apporté à l'agriculture et à l'industrie agroalimentaire.

Ces estimations ont été menées par le Bureau d'analyses sociétale (Basic), cabinet qui étudie les impacts des modes de production et de consommation.

Cette nouvelle étude se distingue par sa méthodologie, les quatre associations ont opté pour une approche comptable, en relevant les dépenses publiques engagées pour compenser ou réparer ces coûts cachés.

Les réponses appellent à un changement de modèle.

Pour appuyer leur propos, les auteurs rappellent qu'une alimentation trop grasse, trop sucrée, trop salée, faite de produits ultra transformés, a des effets en cascade : surpoids et obésité (un adulte sur deux et un enfant sur cinq sont en surpoids en France), mais aussi hypertension, cancers, AVC, diabète.

Ces pathologies pèsent pour 41 milliards d'euros par an sur les comptes de la Sécurité sociale.

Le modèle agricole et alimentaire repose en partie sur le soutien de la puissance publique par le biais d'exonérations fiscales et sociales qui concernent essentiellement les secteurs de la transformation, de la distribution et de la restauration commerciale.

Plus de 80 % des soutiens publics entretiennent une logique de course aux volumes, qui va de pair avec la standardisation des matières premières et une pression sur les prix payés aux agriculteurs.

En vingt-cinq ans (entre 1975 et 2000), les prix agricoles (payés aux producteurs et productrices) ont été divisés par deux, une baisse non répercutée vers les consommateurs.

Aujourd'hui, quand on dépense 100 euros pour faire nos courses alimentaires, les producteurs et productrices ne touchent en moyenne que 7 euros. Où est donc passée cette valeur ?

A partir des années 1960, de façon accélérée dans les années 1980, notre production agricole devient une matière première substituable et interchangeable pour être ensuite transformée et valorisée par un travail d'image de marque, à grands renforts de marketing et de **publicité pour 5,5 milliards d'euros.**

Cette déconnexion contribue à une perte de repères sur les prix de notre alimentation, sur ce qu'il en coûte pour la produire, sur ce qu'ils rapportent aux agriculteurs.

Pour assurer un accès digne à une alimentation durable et de qualité, rémunératrice pour ceux et celles qui la produisent, la réponse n'est pas unique.

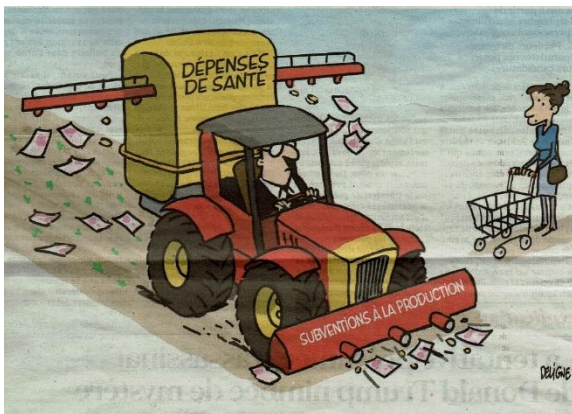
Une chose est claire cependant, contrairement à ce que supposent les politiques publiques : il n'est pas à la portée du consommateur de changer structurellement nos modèles de production et de consommation.

Exposition de 20 portraits de « **PAYSANNES** » : un passage de relais pour les jeunes femmes qui s'installent. Réalisé par Alexis VETTORETTI, photographe reporter.

L'exposition « Paysannes » a démarré le vendredi 22 novembre avec le vernissage et la séance de dédicaces du livre photo, à Sault-les-Rethel chez « Yauque » et s'est poursuivi jusqu'au dimanche 8 décembre 2024

Il faut avouer que lorsque Alexis Vettoretti a contacté l'association en janvier 2022, nous n'imaginions pas que sa demande nous amènerait à Sault-Les-Rethel. Il souhaitait rencontrer une agricultrice Ardennaise qui a connu les évolutions du métier, passant de la tradition à la modernité. Elisabeth a accepté de le recevoir, elle est l'un des portraits de Paysannes de l'exposition.

Association de défense et d'accompagnement des agriculteurs confrontés à des difficultés, Solidarité paysans s'inscrit dans le mouvement d'éducation populaire qui vise l'émancipation des personnes et la transformation sociale. La culture étant un formidable moyen pour souder les populations, l'organisation de l'exposition « Paysannes » s'inscrit pleinement dans l'engagement bénévole à Solidarité Paysans, en servant de trait d'union entre la profession agricole et les citoyens.



**Ce rapport montre qu'il nous faut agir sur quatre volets : démocratique d'abord**, pour construire un nouveau contrat social autour de l'agriculture et de l'alimentation, en décloisonnant les enjeux écologiques, sociaux et de santé, et pour le « faire avec » les premiers concernés, les citoyens et citoyennes.

**2<sup>ème</sup> volet : améliorer l'accès aux droits de toutes et tous et l'accessibilité financière des ménages sous contrainte.**

**Les recommandations du 3<sup>ème</sup> volet, massifier la transition agroécologique** en agissant sur l'offre et sur ce qui oriente nos comportements : la publicité, l'existence d'une offre à proximité, de moyens de transports pour s'y rendre, etc.

Enfin, **avec le 4<sup>ème</sup> volet, réguler le commerce international** pour la santé, l'environnement et les droits humains, conditionner l'import de produits alimentaires au respect des normes environnementales, sanitaires et sociales essentielles en vigueur au sein de l'Union européenne.

En alliant leurs regards et leurs voix, les quatre associations ont voulu envoyer un message : elles ne se résignerons pas.

« *Aujourd'hui, nous n'avons plus envie de subir : nous voulons choisir !* » ont affirmé avec détermination les groupes réunis autour de cette étude, composés de personnes ayant l'expérience de la précarité alimentaire ou du milieu agricole.

Elles ne se résignerons pas de devoir choisir la dignité des uns contre la dignité des autres, ou entre les humains et la planète qui les fait vivre : c'est absurde.

Les femmes ont, de tout temps, tenu une place centrale dans l'agriculture. Hier, tenues à l'écart des décisions, tout en assumant les travaux les plus pénibles, sans reconnaissance sociale, déclarées « sans profession » à l'état civil., Aujourd'hui, au prix de luttes acharnées, elles ont obtenu le statut de chef d'exploitation. Ce sont très



souvent les femmes qui portent sur leurs épaules toutes les difficultés dans les fermes. Elles n'hésitent pas à appeler à l'aide.

Par son action de soutien et de prévention, Solidarité Paysans Marne-

Ardennes se tourne aussi vers la génération des femmes ayant eu un parcours professionnel préalable et qui se reconvertissent dans l'agriculture. Les paysannes des portraits leurs tendent le témoin pour qu'elles relèvent les défis d'aujourd'hui et poursuivent ce beau métier.